



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
19 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Projet de rapport

Rapporteure: Elizabeth **Verville** (États-Unis d'Amérique)

Additif

III. Débat général

1. À ses 2^e et 3^e séances, les 18 et 19 octobre 2010, la Conférence a examiné le point 1 f) de l'ordre du jour intitulé "Débat général".
2. Ce point avait été ajouté à l'ordre du jour pour laisser aux participants le temps de faire des déclarations sur des questions d'ordre général qui portaient sur l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, et pouvaient avoir un intérêt pour la Conférence. Compte tenu de l'expérience acquise lors des sessions précédentes de la Conférence, le Bureau élargi avait décidé que l'organisation d'un tel débat serait l'occasion pour les participants d'exprimer leur point de vue de manière générale en séance plénière, tout en permettant des échanges plus ciblés et interactifs au titre des questions de fond inscrites à l'ordre du jour.
3. La Conférence a entendu des déclarations des représentants de l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et la Chine), du Soudan (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Afrique) et de Sri Lanka (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Asie). Des déclarations ont également été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, du Canada, de la Chine, du Costa Rica, de l'Égypte, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Guatemala, de l'Indonésie, d'Israël, du Kazakhstan, du Kenya, du Liechtenstein, du Maroc, de la Mongolie, de la Norvège, de l'Oman, du Panama, du Pérou, des Philippines, de la République bolivarienne du Venezuela, de Saint-Marin, de la Suisse et du Yémen.



4. La Conférence a également entendu les déclarations des observateurs des États signataires suivants: Japon, République islamique d'Iran, République de Corée et Viet Nam.

5. La Conférence a également entendu une déclaration commune des organisations non gouvernementales.

Délibérations

6. Les orateurs ont souligné l'importance de la Convention contre la criminalité organisée et de ses Protocoles, ainsi que la nécessité promouvoir la ratification universelle de ces instruments et ont rappelé l'importance de la coopération internationale et de l'assistance technique pour leur mise en œuvre.

7. Plusieurs orateurs ont signalé les résultats obtenus par leurs gouvernements concernant l'application des dispositions de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, notamment les progrès réalisés pour rendre la législation nationale conforme aux dispositions de la Convention, ainsi que les mesures prises pour améliorer la coordination au niveau national et renforcer la coopération avec les autres pays dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

8. Plusieurs orateurs ont noté qu'un pays ne pouvait s'attaquer seul à la menace que faisait peser la criminalité transnationale organisée et ont souligné qu'il était essentiel d'améliorer la coopération internationale pour combattre efficacement de telles activités criminelles. Les orateurs ont noté que les instruments internationaux relatifs à la criminalité organisée, à la corruption et au terrorisme contenaient des dispositions sur l'échange d'informations, la collecte de données, l'entraide judiciaire et l'extradition et qu'il fallait agir de manière plus coordonnée afin de leur donner pleinement effet.

9. Les orateurs ont souligné l'importance de l'assistance technique apportée par l'UNODC aux États qui en faisaient la demande pour aider ces derniers à s'acquitter des obligations qui leur incombaient en vertu de la Convention et de ses Protocoles et ont réaffirmé que l'assistance technique devrait être fournie en fonction des besoins et des priorités. Certains orateurs ont par ailleurs noté que le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique était un élément essentiel de la Conférence.

10. La plupart des orateurs ont insisté sur le fait que la criminalité organisée revêtait des formes de plus en plus diverses et interdépendantes et souligné l'applicabilité de la Convention contre la criminalité organisée et ses Protocoles tant aux formes traditionnelles qu'aux formes nouvelles de criminalité.

11. Certains orateurs ont insisté sur la nécessité d'exploiter pleinement le potentiel de la Convention avant d'envisager d'élaborer des protocoles supplémentaires pour lutter contre les nouvelles formes de criminalité, tandis que d'autres ont souligné la nécessité de créer de nouveaux instruments pour faire face aux nouvelles menaces, en particulier celles que posaient la cybercriminalité et le trafic des biens culturels.

12. De nombreux orateurs se sont félicités des résultats du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et de la dix-neuvième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, s'agissant

notamment de la création d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la cybercriminalité et des recommandations formulées par le Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la protection des biens culturels contre le trafic.

13. De nombreux orateurs ont noté avec préoccupation que l'UNODC ne disposait pas d'un financement stable et prévisible et souligné la nécessité d'augmenter les fonds prévus au budget ordinaire pour les activités de base.

14. De nombreux orateurs se sont félicités de l'adoption du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes¹, qui était considéré comme une étape importante de la lutte contre cette forme particulièrement grave de criminalité organisée. Les orateurs ont plus précisément noté l'importance de la création du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, afin d'apporter aux victimes de la traite des personnes une aide adéquate de nature financière, sociale et autre.

15. Plusieurs orateurs ont déclaré appuyer fermement la décision 4/5 de la Conférence, dans laquelle les États parties étaient instamment invités à examiner s'il serait opportun d'envisager de créer un groupe de travail à composition non limitée sur le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée². Les orateurs ont en outre engagé les États parties à collaborer à cette fin.

16. Certains orateurs ont déclaré avoir pris des mesures pour rendre leur législation nationale conforme aux dispositions du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée³.

17. Un certain nombre d'orateurs se sont félicités des progrès réalisés par l'UNODC pour développer un logiciel complet d'auto-évaluation ("le logiciel d'enquête omnibus"), pour faciliter la collecte et la diffusion de données, aider les pays à suivre les progrès accomplis dans l'application de la Convention et aider les États à mieux cerner leurs besoins à cet égard.

18. De nombreux orateurs ont engagé la Conférence à créer rapidement un mécanisme formel d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, en particulier compte tenu du dixième anniversaire de l'adoption de la Convention. De nombreux orateurs ont indiqué qu'un mécanisme formel d'examen tenant compte de tous les aspects des instruments permettrait de cerner les difficultés communes et individuelles, de proposer des solutions pour une meilleure application et de recenser les besoins d'assistance technique. Certains orateurs ont avancé l'idée que le mécanisme d'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption⁴ adopté récemment pourrait servir de base pour les futures délibérations sur la question.

¹ Résolution 64/293 de l'Assemblée générale.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2241, n° 39574.

³ Ibid., vol. 2326, n° 39574.

⁴ Ibid., vol. 2349, n° 42146.